



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

**M. Jean-Yves Le Drian,  
ministre de la Défense**

*« Je porte un message d'alerte : soyons au rendez-vous des défis et des menaces pour la sécurité de nos concitoyens européens »*

*Déclaration du ministre de la Défense de la République française,  
Jean-Yves Le Drian*

**À Riga, Lettonie, le 19 février 2015**

*– Seul le prononcé fait foi –*

Je tenais à être présent aujourd'hui à Riga et à répondre ainsi à l'invitation de mon collègue letton.

C'est tout d'abord une marque de l'engagement constant de la France aux côtés de ses alliés européens. Depuis le début de la crise ukrainienne, la France n'a en effet pas ménagé ses efforts pour contribuer à des initiatives militaires de réassurance au bénéfice de ses alliés les plus exposés, mais aussi pour rechercher une solution politique à la crise. Nous souhaitons maintenant la pleine application des dispositions de l'accord trouvé à Minsk le 12 février dernier.

Ma présence à Riga est aussi la marque de mon engagement en faveur de l'Europe de la Défense. Avec mes homologues ministres de la Défense, nous avons contribué à remettre la Défense au cœur de l'agenda de l'Union européenne. Un des enjeux de notre réunion était de consolider cet acquis. C'est désormais chose faite puisque la Haute Représentante a annoncé hier que le Conseil européen de juin prochain sera en partie consacré aux questions de Défense, dix-huit mois après celui de décembre 2014. La Défense est désormais un sujet qui va revenir régulièrement à l'agenda des chefs d'État et de gouvernement.

Mais je suis également venu porter un message d'alerte à mes homologues et amis européens. Une alerte sur le risque que nous ne soyons pas au rendez-vous. Nous faisons en effet face à une multiplication sans précédent des défis et des menaces pour la sécurité de nos concitoyens européens. Cette menace n'est pas théorique. Elle est malheureusement très concrète. Elle frappe directement notre sol européen, nos capitales européennes : Bruxelles en mai dernier, Paris le 11 janvier, Copenhague il y a seulement quelques jours.

Nous sommes vingt-huit États au sein de l'Union européenne, mais combien sommes-nous à prendre réellement part à la résolution des crises dans notre voisinage ? Le fardeau de la sécurité européen n'est pas équitablement réparti. La France continuera à y prendre sa part, mais seulement une part. Nous attendons que nos partenaires soient également au rendez-vous.